

Urbi&Orbi

L'université Saint-Joseph de Beyrouth, un lieu pour apprendre le pluralisme

Par [Recueilli par Anne-Bénédicte Hoffner](#), le 4/12/2017 à 05h48

L'Université Saint-Joseph de Beyrouth a réuni les 30 novembre et 1er décembre à Paris son « conseil stratégique », un organe consultatif de soutien composé de personnalités libanaises et françaises.

L'occasion, explique son recteur, le jésuite Selim Daccache, de réfléchir à l'avenir de l'institution et à son rôle pour le Liban et au-delà.



La Croix : Le pape François a récemment appelé les universités catholiques à « *préparer* » leurs étudiants à « *une plus grande responsabilité face aux problèmes d'aujourd'hui* ». Quels sont les plus urgents pour vos étudiants de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) ?

P. Selim Daccache : Vivre ensemble déjà ! Notre université est l'un des rares lieux publics mixtes de Beyrouth. Même les centres commerciaux, selon le quartier où ils sont situés, sont fréquentés soit par les chrétiens, soit par les musulmans. Dans nos différentes facultés, nous accueillons en moyenne 37 % d'étudiants musulmans. Notre rôle est donc de créer un espace de rencontre et de débat, où une parole peut être échangée sans cette violence et cette agressivité si fréquentes dans la vie politique libanaise.

À lire aussi : [Le Liban, une mosaïque confessionnelle fragile](#)

Nous avons développé pour cela des programmes académiques spécifiques que nous appelons les « matières USJ ». Sur les 180 crédits à valider pour obtenir leur licence, tous les étudiants doivent en choisir au moins 16 parmi la philosophie, les sciences politiques, le dialogue interreligieux, la citoyenneté, l'éthique, etc.

La Croix : Parvenez-vous à préserver l'USJ des tensions existant dans la société et au Moyen-Orient ?

P. Selim Daccache : Il faut une grande vigilance pour que l'université ne se transforme pas en champs de bataille. Chez les jeunes, la question confessionnelle compte moins que pour leurs parents. Mais pour eux aussi, appartenance religieuse et politique s'entrecroisent et s'imbriquent : le problème du confessionnalisme libanais est qu'il est manipulé par le politique.

Au sein de l'université, nous avons donc créé un Parlement des étudiants, dans lequel ils sont invités à débattre de toutes les questions qui animent le débat national : le mariage civil, le traitement des déchets qui défigurent Beyrouth, la sexualité...

À lire aussi : [Au Liban, le rôle essentiel des universités catholiques](#)

Et dans notre Institut d'études islamo-chrétiennes, qui vient de fêter ses quarante ans, nous faisons un travail de fond avec les étudiants pour déconstruire leurs préjugés les uns sur les autres. Sa spécificité est de faire parler des chrétiens et des musulmans chacun sur leur foi et leur doctrine, et de former des cadres compétents dans le dialogue, la gestion d'équipe et la résolution des conflits.

***La Croix* : Parvenez-vous, grâce à une approche scientifique de ces sujets, à développer l'esprit critique de vos étudiants ?**

P. Selim Daccache : C'est un point fort de notre enseignement. Je dirais même que c'est le cœur de notre pédagogie universitaire : mettre en doute. Lors de la signature de notre partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD), j'ai souligné que notre société libanaise n'apprécie guère la recherche scientifique. Les Libanais ont surtout du mal à considérer leur religion comme un phénomène à analyser : pour eux, 'c'est sacré, on n'y touche pas'. C'est délicat mais nous le faisons.

L'un des cours les plus prisés des étudiants est une initiation à l'histoire des idées politiques : il est donné par une sociologue qui présente l'histoire de chaque parti, ses textes fondateurs... Il est suivi par des étudiants de toutes tendances politiques et parfois très antagonistes : j'y ai assisté une fois et j'ai pu observer qu'ils parvenaient, là, à mettre à distance leur

engagement, leurs convictions et parfois leur idéologie.

***La Croix* : La crise du Moyen-Orient ne fragilise-t-elle pas une institution comme la vôtre ?**

P. Selim Daccache : Nous sommes évidemment touchés par la crise économique, sociale, politique qui frappe la région, et notamment la crise syrienne qui implique la présence massive de réfugiés syriens au Liban et une hausse de la pauvreté dans le pays. L'USJ accueillait 2000 étudiants boursiers il y a cinq ans : ils sont plus de 4 000 aujourd'hui...

Nous souhaiterions également nous ouvrir davantage au monde arabe, mais nous nous heurtons à la barrière de la langue : l'intelligentsia arabe parle anglais, alors que nous enseignons majoritairement en français. Mais nous ne baissons pas les bras. Nous avons ouvert un centre d'études juridiques à Dubaï, nous enseignons une partie du droit en arabe et en anglais à Beyrouth. La solution, c'est d'offrir une diversité de formation, sans renier notre identité. L'espérance, c'est aider les jeunes à se projeter vers l'avenir, et c'est aussi un devoir de mémoire. »

À lire aussi : [Au Liban, des journalistes se forment au pluralisme religieux](#)

(1) « massive open online course » en anglais

